

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

9 janvier 2026

## PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 2247)

Commission	
Gouvernement	

N° 1217

**AMENDEMENT**

présenté par

Mme Dupont, M. Habib, M. Taupiac, Mme Pantel, Mme Rossi, M. Bothorel et M. Causse

-----

**ARTICLE 30**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'auteur de cet amendement avait, aux côtés de son collègue Jean-François Parigi, mené une réflexion approfondie sur la fiscalité liée aux titres de séjour. Ce travail s'est concrétisé par un rapport d'information de la Commission des finances publié en 2019, qui proposait de simplifier, clarifier et rendre plus équitables les taxes applicables. Le système en vigueur était alors jugé trop complexe et peu lisible, notamment en raison d'une grille tarifaire difficile à appréhender. Les recommandations du rapport visaient donc à alléger et rationaliser ces taxes, tant pour les étrangers concernés que pour les services administratifs chargés de leur perception. Ces propositions ont été intégrées dans la loi de finances 2020, permettant une baisse des montants et une simplification du dispositif, conformément aux attentes exprimées par les parlementaires.

Pourtant, l'article 30 du PLF 2026 remet en cause cette avancée en réinstaurant et alourdissant plusieurs droits de timbre relatifs au séjour et à l'accès à la nationalité française. Parmi les mesures prévues : majoration de 200 € du montant du droit de timbre perçu lors d'une demande d'accès à la nationalité française, création d'une taxe de 100 € pour la délivrance et le renouvellement d'une autorisation provisoire de séjour (APS), majoration de 100 € du tarif de base de la taxe due pour la délivrance, le renouvellement et le duplicata des cartes de séjour et de 50 € pour son tarif minoré, majoration de 100 € du droit de visa de régularisation et majoration de 25 € du droit de timbre pour la délivrance, le renouvellement, le duplicata ou le changement des cartes de séjour.

Face à ce retour en arrière, l'auteur de cet amendement s'oppose fermement à ces nouvelles majorations et créations de taxes, et propose leur suppression pure et simple.

Par ailleurs, les écoles d'enseignement supérieur, et notamment les écoles d'ingénieurs, accueillent une proportion significative d'étudiants étrangers hors Union européenne. Ces étudiants représentent des talents essentiels qu'il faut préserver et continuer à attirer. Envoyer des signaux restrictifs ou réduire le soutien à leur égard risquerait de compromettre le modèle économique de ces établissements, ainsi que leur rayonnement dans le paysage de l'enseignement supérieur.